

JEUDI 1<sup>ER</sup> MAI 2008

**Allocution de Monsieur Dominique BAERT,**  
**Député-Maire**

Mesdames et Messieurs,  
Chers Médaillés,

40 ans après 1968, beaucoup des discours tenus en cette journée du 1er mai 2008, ne manqueront pas, j'en suis certain, de faire référence à ce mois de mai parmi les plus conflictuels que notre pays ait connu. Pour ma part, je laisserai à d'autres le soin d'en rappeler les heures chaudes, les acquis, les aigreurs, et les mutations économiques, sociales, et politiques qui en sont ressorties.

Ce 1er mai 2008, je veux en parler vu de Wattrelos, vu des conditions de vie des Wattrelosiennes et des Wattrelosiens, du ressenti aussi de ce que j'entends, de ce que je vois, de ce que je vis dans notre ville, dans mes permanences, dans mes rencontres, dans mes échanges avec nos concitoyens.

Et ce 1er mai 2008, il a, à mes yeux, un double contenu : celui d'être, avant tout, un 1er mai de combat, un combat toujours nécessaire car, malheureusement, nous ne pouvons que constater, en ce 1<sup>er</sup> mai que le monde du travail est maltraité, qu'il doit se défendre et être défendu, bref que doléances et revendications doivent encore être portées. Mais ce jour, mérite aussi d'être, heureusement, un 1er mai de reconnaissance.

C'est un **1er mai de combat**, oui, car en m'exprimant aujourd'hui, ici et maintenant, il est impossible, vraiment impossible de ne pas rappeler ce symbole premier de cette journée. Impossible en effet, pour moi, de m'exprimer ce matin devant vous, sans faire écho, aux revendications, au combat social qu'à quelques centaines de mètres d'ici, ont mené, près de 5 semaines durant, des femmes et des hommes, salariés de cette grande entreprise qu'est La Redoute.

Car ce conflit, malheureusement, est particulièrement représentatif de ce que sont devenues les relations sociales, et la situation sociale des travailleurs de ce pays, et donc des Wattrelosiennes et des Wattrelosiens.

Ces relations sociales, parlons-en, pour dire combien elles sont devenues déséquilibrées. Elles ne sont pas bonnes aujourd'hui en France, elles ne le sont pas parce qu'elles ne sont pas assez humaines, proches, ouvertes à la discussion, à la concertation, à l'écoute et au respect mutuel.

Au contraire, dans un système économique dorénavant fondé de plus en plus sur le capitalisme financier, les détenteurs de nos entreprises, ne sont plus – loin s'en faut – d'ici, ne sont pas de chez nous ! Ils sont souvent lointains, parfois étrangers, de plus en plus ce sont des fonds d'investissement. Ces actionnaires-là ne connaissent plus leurs usines, leurs salariés, ils ne connaissent que le taux de rentabilité de leur placement, et ce taux n'est d'ailleurs jamais suffisant. Il faut qu'il dépasse 10, 11, 12 ou même 15 % par an ! C'est cette loi-là, celle du rendement, et si possible du rendement maximum, qui intéresse le propriétaire du capital. C'est très souvent, trop souvent, l'objectif des décisions prises. C'est l'objectif premier, sinon unique du décideur.

Finies les préoccupations d'un Prouvost qui, ici, se souciait du logement de ses salariés, des activités de loisirs ou des crèches, terminées les promenades dans les ateliers d'un Pollet... Maintenant, quand vous travaillez à La Redoute, comme dans bien d'autres grandes entreprises, vous appartenez à un groupe multinational, dont vous n'êtes qu'une part, achetée hier sur les marchés financiers, peut-être vendue demain ou après-demain, et dont le grand décideur ne vous a jamais vu, et ne vous rencontrera sans doute jamais !

Oui, le capitalisme a changé ; profondément, sa nature en est modifiée, et ses excès s'en accentuent jusqu'à en devenir insupportables. Et ce conflit, à La Redoute, en est à mes yeux, particulièrement révélateur.

Comme il est aussi révélateur de la dégradation de la situation sociale de ces salariés, à commencer par le pouvoir d'achat. A quoi ça sert de travailler ? A produire un revenu, lequel doit permettre de vivre, et de reconstituer sa force de travail. Est-ce encore le cas aujourd'hui ? Pour les hauts revenus, oui certainement ! Mais pour les revenus plus modestes, qui, aujourd'hui, peut répondre autre chose que non ?

Car, cela devient de plus en plus évident, de plus en plus criant au regard de chacun, **il y a un problème des rémunérations dans ce pays**, et je dis bien des rémunérations, parce que sont concernés les salaires, les retraites, et les prestations sociales.

Le problème-clé du moment, il est économique, il est social, il devient politique, mais il est surtout triple, car il est l'addition de trois évolutions préoccupantes qui doivent être dénoncées et combattues en ce 1<sup>er</sup> mai : d'abord une dégradation sans précédent du partage salaires/profits ; ensuite une amélioration honteusement favorisée des hauts revenus ; enfin, à l'inverse, des charges accrues qui dégradent les revenus les plus modestes.

Reprenons, rapidement, chacun de ces points.

Oui, le déséquilibre majeur en ce moment en France, c'est l'écart considérable qui s'est creusé entre l'évolution des revenus du travail et ceux du capital. Il y a un changement profond, qui s'est opéré progressivement, et s'est accéléré ces toutes dernières années, de la répartition de ce qui est produit, entre les « salaires » (y compris les revenus de la protection sociale) et les « profits ». Dans les années 80, les « salaires » représentaient 71 % du PIB (c'est-à-dire de la richesse produite), mais ils n'en représentent plus qu'à peine 60 % actuellement : il y a donc eu 11 points de chute pour les « salaires » !

Cela compte dans l'économie, ça compte dans les conditions de vie.

Car, sans être trop technique, pensons quand même que si nous avions encore le même partage (ces 71 %) qu'au début des années 80, les ménages auraient dépensé chaque année 130 Mds € de plus, ce qui leur aurait permis de consommer davantage, et donc de provoquer 1 % de croissance économique supplémentaire, ce qui aurait eu pour conséquence 500 000 chômeurs de moins en France.

Là est la clé du fonctionnement social, mais aussi économique de notre société : le salaire, donc le revenu, est un élément de dignité, mais il est surtout un des carburants de la croissance de l'économie et du développement de la société.

Et de ce point de vue, deux autres évolutions récentes sont très préoccupantes.

D'une part en effet, ne serait-ce que dans l'année qui vient de s'écouler, les mesures fiscales qui ont été décidées ont surtout visé à améliorer, parfois de manière éhontée, les revenus les plus élevés. Notre système fiscal est toujours redistributif, mais on le fait fonctionner à l'envers ! A priori, il devrait redistribuer en prélevant sur ceux qui ont plus, et surtout beaucoup plus, pour donner à ceux qui ont moins, et surtout beaucoup moins.

C'est le contraire qui a été mis en œuvre ! Avec la défiscalisation des intérêts d'emprunts, on redistribue des locataires vers les propriétaires. Avec la quasi-suppression de l'impôt sur les successions, on redistribue en faveur des gros héritages. Et avec le « bouclier fiscal », on rembourse avec l'argent des contribuables petits et moyens, l'impôt des contribuables les plus riches ! Dans le Nord – Pas-de-Calais, où il y a 4 millions d'habitants, souvenons-nous en, grâce au « bouclier fiscal », en 2007, à peine 620 contribuables ont reçu, chacun, un chèque moyen de 25 000 euros (soit 2 années de Smic pour chacun !).

Et, pendant ce temps-là, autre évolution préoccupante : ceux qui ont des revenus plus modestes, eux paient des charges nouvelles, et perdent de leur pouvoir d'achat. Les rémunérations évoluent bien moins (de + 0,8 % pour les fonctionnaires à + 1,1 % pour les retraites !) que l'inflation (qui est à 3,2 % !). L'énergie est plus chère, la hausse du gaz de ce jour le rappelle, les loyers augmentent deux fois plus vite que les prix, se soigner coûte plus cher avec les « franchises médicales », les remboursements... comme viendra demain celui des lunettes, tandis que chaque semaine, ou presque, annonce une mauvaise nouvelle : hier, la redevance pour les retraités non imposables, demain la suppression de l'A.E.R. pour les chômeurs âgés, la réduction des contrats aidés pour les gens en grande difficulté d'insertion, les hésitations sur la carte « famille nombreuse » mais les réductions certaines des allocations familiales, les sanctions annoncées pour les chômeurs, la diminution en pointillé de l'allocation de rentrée scolaire, et surtout, summum des inégalités et de l'injustice économique et sociale, cette suggestion, pour financer la mise en place du Revenu de Solidarité Active, le RSA, de ponctionner la Prime pour l'Emploi que perçoivent les salariés petits et moyens ! On va prendre aux ménages modestes qui perçoivent la Prime pour l'Emploi, pour donner le RSA aux plus pauvres...

Aux uns, le bouclier fiscal, et aux autres, toujours moins !

Voilà pourquoi, il n'est pas étonnant que des insatisfactions existent, que des amertumes se développent et que des conflits naissent.

La sortie du conflit de La Redoute ne peut faire oublier les réalités sociales, ni de cette entreprise, ni de la France d'aujourd'hui. Il y a un problème global des salaires, et du niveau de vie, et si nos dirigeants nationaux en doutent, qu'ils prennent connaissance de deux documents officiels.

D'abord de l'enquête de l'INSEE sur le moral des Français, publiée mardi, dont l'indicateur d'opinion n'a jamais été aussi faible depuis 1987, date de création de l'enquête ! Les gens sont pessimistes sur leur situation financière future et sur leur niveau de vie à venir.

Autre publication, mardi également, celle de l'observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, qui pointe que 7 % des salariés, soit 1,7 million de personnes, appartiennent à un ménage dont le revenu est inférieur à 817 euros (c'est-à-dire au seuil de pauvreté !).

L'annonce d'une remontée du chômage en mars ne fait qu'ajouter aux mauvaises nouvelles, car elle semble donner à penser que sa baisse est bel et bien enrayée.

Alors, à ce 1<sup>er</sup> mai, donnons-lui un sens, un contenu, celui de porter un message d'urgence, d'urgence sociale mais aussi d'urgence économique :

- c'est d'aspirer à ce qu'il y ait moins de déséquilibres entre les rémunérations des facteurs de production que sont le capital et le travail ;
- c'est de proclamer que le salaire doit être la juste rétribution du travail accompli, ce qui impose qu'il soit fixé à un niveau juste, tant en rapport du travail réalisé, de la technicité mise en œuvre qu'aux conditions de vie ;
- c'est d'espérer une démocratie sociale qui fonctionne bien, qui fonctionne mieux, là aussi moins déséquilibrée, et plus régulatrice ;
- c'est de savoir dire qu'il est plus urgent dans la situation du pays, de donner des moyens supplémentaires aux ménages modestes et moyens qui eux consomment proportionnellement davantage, que d'augmenter les ressources des plus riches, qui eux épargnent bien plus qu'ils ne consomment, ce qui ne soutient pas la croissance économique, et donc la création de richesse.

Ce qui se fait actuellement n'est rien d'autre, à mes yeux, qu'une erreur économique doublée d'une aberration sociale. Telle est ma conviction, et en ce 1<sup>er</sup> mai, je ne peux la taire.

Mais le 1<sup>er</sup> mai, ce 1<sup>er</sup> mai doit être, ne peut qu'être aussi un **1<sup>er</sup> mai de reconnaissance**.

Reconnaissance, et respect, d'abord pour celles et ceux qui, travailleurs, militants syndicaux ont rythmé, par leurs manifestations, par leurs luttes, par leur sang trop souvent, toute l'histoire des conquêtes ouvrières, dont ce 1<sup>er</sup> mai est le symbole, et qui sont aussi notre histoire à nous femmes et hommes du Nord.

Fourmies en 1891, pour demander la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures. 1921, la plus grande grève générale de notre histoire locale, celles de 1930, 1931 et bien sûr de 1936, avec la semaine de 40 heures. Et tant d'autres mouvements sociaux, tant de sacrifices de ceux qui nous ont précédé, dont nous sommes les héritiers des avancées sociales obtenues, ainsi que d'une ville profondément changée.

De tous ces travailleurs qui ont œuvré des années, tant d'années, pour élever leur famille, pour vivre ici à Wattrelos, de tous ces travailleurs qui, par leurs acquisitions, leurs travaux, leurs engagements associatifs ont fait vivre, croître et évoluer notre ville, eh bien, de tous ces travailleurs-là, vous êtes toutes et tous.

**Et c'est à vous, pour vous, que ce 1<sup>er</sup> mai est jour de reconnaissance et de respect.**

Le respect est celui que nous vous portons à chacun d'entre vous, Mesdames et Messieurs. Il est celui que vous méritez pour toutes ces années passées à travailler, à l'usine, au bureau, seul ou en équipe, dehors ou dedans...

Vous êtes cette année 173 médaillés, dont 64 d'or (soit pour 35 années de travail) et 26 de grand or (soit 40 années).

Ce chiffre est plus impressionnant encore lorsque l'on additionne les années au travail. Pensez donc : au total, tous réunis, vous représentez 5300 années de travail ! Plus de 5 millénaires !

Cela mesure votre labeur, cela mesure l'énergie qu'ensemble vous avez consacré au travail !

Nos entreprises, notre ville et celles de notre agglomération vous doivent collectivement reconnaissance et respect pour ce travail accompli. Par ma voix, elles vous l'expriment aujourd'hui.

Reconnaissance et respect pour vos efforts, pour ces matins où l'on part tôt, pour ces soirs où l'on rentre tard, parfois pour cette enfance écourtée parce qu'il fallait aller « ouvrier », comme on dit chez nous, prendre son poste à l'usine, prendre place à la machine dont on a la charge. Cette médaille que, dans un instant, je vous épinglerai, c'est tout cela !

Nul doute que vous y pensez, comme j'y pense moi-même à chaque Fête du Travail. Le 1<sup>er</sup> mai, c'est un moment particulier pour s'en souvenir, un moment d'émotion où l'on se dit que, tout compte fait, elles ont passé vite ces années. Elles ont passé vite parce qu'il y avait les difficultés à surmonter les unes après les autres, mais parce qu'il y avait aussi les collègues, forcément sympas, les pauses où l'on se détend, où l'on plaisante et où l'on confie ses petits malheurs quand la vie se fait plus rude, les petits plaisirs quotidiens...

Elles ont passé vite, ces années, car la vie passe vite, tout simplement.

Wattrelos, ville de labeur, terre de travail et de sueur, n'oublie pas que son Histoire est d'abord l'Histoire de ces milliers d'ouvriers qui ont fait la réputation d'entreprises parfois mondialement connues.

La Lainière, le Peignage Amédée, les Filatures du Sartel ou du Saint-Liévin hier ; La Redoute, Jules, Métro, Transpole, Steffy et Promod, entre autres, aujourd'hui et demain : notre ville sait ce qu'elle doit à ses enfants et accorde toujours un hommage appuyé à ses travailleurs, femmes et hommes.

Cette Fête du Travail n'est pas une journée ordinaire dans notre ville, elle ne l'a jamais été et elle ne le sera jamais.

Alors, à ceux qui s'en approchent ou qui en profitent déjà, je veux souhaiter une longue et une heureuse retraite. Vous l'avez bien méritée. Et à tous ceux pour qui la retraite n'est pas encore d'actualité et qui la voient même un peu s'éloigner (compte tenu des mesures en préparation), je veux souhaiter... bon courage pour la suite !

Chers Médaillés, vous qui méritez aujourd'hui d'être honorés, vous pour qui le travail a été votre vie, mieux que quiconque vous savez qu'avoir un travail est une nécessité parce que le travail, c'est la vie et c'est la dignité ! Cette médaille, arborez-là, montrez-là, soyez-en fiers ! Car elle est l'histoire de votre travail, car elle est votre vie !

Mesdames et Messieurs, bon 1<sup>er</sup> mai à toutes et à tous, et félicitations encore à tous nos médaillés !